



Y en ras-le-bol de ces cadeaux au patronat !

En annonçant la baisse des cotisations sociales patronales, François Hollande, une fois de plus, a donné satisfaction aux revendications les plus rétrogrades qui s'expriment dans ce pays. Question centrale : si l'entreprise n'est plus mise à contribution, qui, désormais, va financer la CAF ? Au moins le programme est clairement annoncé : c'est l'État et, pour trouver les ressources, il est question de sabrer la fonction publique territoriale !

Toujours plus pour le Medef ...

Après l'ANI, après le CICE, après la « réforme des retraites », après la hausse de la TVA, c'est une nouvelle trouvaille - « le pacte de responsabilité » - qui nous a été pondue par cet exécutif libéral pour justifier l'arrosage permanent des subsides de l'État dont bénéficie désormais le patronat français. Fidèle à sa feuille de route, le gouvernement Ayrault a encore cédé aux sirènes patronales, sur l'air de la « baisse des charges », en accordant la suppression du financement par les entreprises d'un pan entier de la protection sociale : la branche famille (la CAF).

... encore moins pour la fonction publique et la protection sociale

La CAF serait donc désormais financée par l'État et, pour cela, le premier ministre a annoncé qu'il suffisait de faire des économies, notamment, du côté de la fonction publique et, en particulier, de la fonction publique territoriale.

Sarkozy avait réduit les dotations de l'État aux collectivités territoriales et Hollande s'en est fort bien accommodé, puisqu'il n'a rien rétabli en arrivant au pouvoir.

Non seulement la dotation de l'État ne sera pas augmentée mais il est désormais question de la baisser encore plus que Sarkozy ne l'avait fait pour financer la CAF, ce qui entraînera sans aucun doute des réductions massives de postes de fonctionnaires et une dégradation du service rendu au public. La réforme de l'intercommunalité (« l'acte 3 de la décentralisation ») ne nous laissait guère de doute sur les intentions des personnels politiques (il y a un consensus des partis de gouvernement sur le sujet) quant à l'avenir de la fonction publique territoriale. Nous sommes désormais clairement fixés.

Derrière ce transfert de financement, le gouvernement reprend à son compte l'argument classique libéral : par définition, la fonction publique est une charge inutile (comme les prestations sociales, d'ailleurs). Ça coûte toujours trop cher. Les agents de la fonction publique devraient accepter de sacrifier leurs emplois, leurs salaires et le service rendu au public alors que le patronat, qui n'a jamais été aussi riche, trouve encore une occasion de s'enrichir toujours plus. De qui se moque-ton ?

Il est faux de prétendre que la cotisation CAF ne serait qu'une « charge patronale ». Non : il s'agit d'une **cotisation, financée par le travail, permettant d'assurer une forme de solidarité sociale**. Cette cotisation doit être comptée comme partie intégrante du salaire des employés, y compris s'il s'agit d'une cotisation patronale.

Contrairement à leurs employés, la plupart des patrons n'ont pas besoin de la CAF pour subvenir à leurs besoins et c'est notamment pour cela qu'ils considèrent les cotisations sociales comme des « charges ».

Ces patrons pleurnichards ne demandent rien d'autre que de massacrer toute la protection sociale : « assez de toutes ces charges qui ne nous servent à rien, mieux vaut garder les richesses pour nous ! »

Soit-disant pour l'emploi

Le crédo officiel de l'exécutif libéral - « réduire les charges des entreprises pour améliorer les marges et créer de l'emploi » - nous mène droit dans le mur. Rien ne garantit que l'augmentation des marges des entreprises conduise à la hausse de l'investissement et de l'emploi. En effet, depuis 30 ans l'augmentation des marges des entreprises a servi essentiellement à nourrir la rémunération des actionnaires au détriment de l'investissement et de la rémunération du travail.

En 30 ans le nombre de jours travaillés par salarié pour rémunérer les actionnaires est passé de 11 jours à 45 jours.

Le coût du capital contre les fruits du travail

Les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à financer les services pour subvenir aux besoins sociaux, à la création d'emplois de qualité, à la revalorisation du Smic, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la croissance par la consommation des ménages.

ET C'EST POSSIBLE ! Diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, permettrait de revaloriser le Smic et le point d'indice dans les fonctions publiques. Cela créerait de l'emploi et garantirait le financement de la Sécurité sociale.

En ouvrant le débat sur le « coût du capital » pour répartir autrement la richesse produite, la CGT veut rétablir la vérité. Elle veut démontrer que ce qui coûte ce n'est pas le travail, c'est le capital.

Aujourd'hui, en moyenne un salarié du privé travaille 45 jours par an pour payer leurs dividendes aux actionnaires. La campagne sur le « coût du travail » orchestrée par le Medef ne vise qu'à culpabiliser les salariés et à permettre à une minorité d'accaparer les richesses produites par notre travail. Pour changer de logique de développement, pour changer la donne, nous le savons, le monde du travail doit se rassembler, s'unir et agir...

Cet exécutif, élu en 2012 sur un « programme de gauche », n'en finit plus d'afficher sa servilité aux puissances de l'argent. Sarkozy n'avait pas été aussi loin dans la conduite des affaires du Medef au nom de la puissance publique. Hollande, en toute bonhomie, s'y prête avec la meilleure volonté du monde, et cela au nom de l'intérêt commun.

Libre à lui et à sa famille politique de s'humilier mais, au moins, qu'il ne le fasse pas en notre nom !

**Tous en grève pour manifester notre colère
et exiger que soit menée une politique
de justice sociale**

**Le jeudi 6 février 2014
Manifestation 14 heures
à République**

Rendez-vous à 13h30 au métro Mairie des Lilas